

13.3 Dépense publique

En 2014, les dépenses publiques progressent de 1,6 %, à un rythme proche de celui de 2013, portées par la mise en œuvre du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Le poids des **dépenses publiques** dans le PIB s'accroît de 0,5 point et atteint 57,5 %.

La progression des dépenses des **administrations publiques centrales** reste modérée en 2014, + 1,4 % après + 0,3 % en 2013. Sous l'effet de moindres dépenses militaires, les consommations intermédiaires hors Sifim (services d'intermédiation financière indirectement mesurés) baissent de 1,0 milliard, après plusieurs années de hausse. La légère progression des salaires bruts (+ 0,5 %) résulte d'évolutions contraires avec, à la baisse, la suppression de postes au sein du ministère de la Défense et, à la hausse, les créations d'emplois pour l'enseignement scolaire des 1^{er} et 2nd degrés. Les **cotisations sociales imputées** de l'État employeur continuent de ralentir (+ 1,0 % en 2014 après + 2,4 % en 2013), la réforme des retraites retardant l'âge du départ. Pour la quatrième année consécutive, les **prestations sociales** versées par les administrations publiques centrales augmentent, avec une progression de 1,9 milliard. Si la prime pour l'emploi poursuit sa baisse, les **pensions de retraite**, les dépenses au titre du revenu de solidarité active et de l'allocation adulte handicapé, ainsi que les bourses étudiantes sont en progression.

En 2014, la dépense des **administrations publiques locales** a été marqué par un net ralentissement (- 0,3 % après + 3,4 %). L'investissement recule fortement à la suite des élections municipales. Les consommations intermédiaires diminuent également nettement dans un contexte de faible inflation tout comme la charge d'intérêts en raison de la baisse des taux. Les dépenses de prestations et de transferts sociaux restent toutefois dynamiques. Enfin, la réforme des rythmes scolaires, la hausse du nombre de contrats aidés, le relèvement des taux de cotisations retraites employeurs et des revalorisations salariales pour certaines catégories de fonctionnaires contribuent à la progression des rémunérations.

La croissance des dépenses des **administrations de sécurité sociale** s'est stabilisée en 2014. Les dépenses de prestations sociales ont ralenti, en particulier les pensions de retraite de base et complémentaires. La faible inflation a entraîné une revalorisation modérée des prestations familiales. La croissance des dépenses d'indemnisation chômage a été sensiblement moins forte en raison d'une évolution moins défavorable de l'emploi privé. La progression des dépenses d'assurance maladie est restée maîtrisée, avec une exécution de **l'objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam)** inférieure de 0,3 milliards d'euros à l'objectif initialement voté. ■

Définitions

Administrations publiques : ensemble des unités institutionnelles dont la fonction principale est de produire des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales. Elles tirent la majeure partie de leurs ressources de contributions obligatoires. Le secteur des administrations publiques comprend les administrations publiques centrales, les administrations publiques locales et les administrations de sécurité sociale.

Administrations publiques centrales : ensemble constitué par l'État et les Organismes divers d'administration centrale (Odac).

Dépenses publiques : dépenses de l'ensemble des administrations publiques.

Administrations de sécurité sociale, administrations publiques locales, autorisations d'engagement, crédits de paiement, objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam), pension de retraite, prestations sociales (ou transferts sociaux) : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Projet de loi de finances pour 2016 – Les chiffres clés », ministère de l'Économie et des Finances, septembre 2015.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2015.
- « Les comptes des administrations publiques en 2014 », *Insee Première* n° 1548, mai 2015.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Principales dépenses par administration publique en 2014

	Adm. publiques centrales (y c. État)		État		Adm. publiques locales		Adm. de sécurité sociale		Adm. publiques ¹	
	en Mds d'euros	14/13 (en %)	en Mds d'euros	14/13 (en %)	en Mds d'euros	14/13 (en %)	en Mds d'euros	14/13 (en %)	en Mds d'euros	14/13 (en %)
Consommations intermédiaires ²	31,0	-2,5	20,3	-3,8	51,9	1,4	27,2	1,0	110,1	0,2
Rémunérations des salariés	136,7	0,6	119,3	0,6	77,8	3,9	63,7	2,2	278,2	1,9
Intérêts ²	39,5	-3,1	39,1	-2,7	2,1	-22,2	4,7	-2,1	46,1	-3,9
Prestations sociales ³	78,0	1,8	73,4	1,7	15,3	4,1	336,4	2,2	429,8	2,2
Formation brute de capital fixe	24,7	-5,9	8,4	-13,4	45,5	-9,7	8,4	1,8	78,6	-7,3
Ensemble des dépenses¹	494,8	1,4	463,3	1,6	251,5	-0,3	575,3	2,3	1 226,7	1,6

1. Les transferts au sein d'un même secteur sont consolidés si bien que la somme des dépenses (ou des recettes) des secteurs est supérieure à celle des APU dans leur ensemble.

2. Hors correction au titre des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim) sur les intérêts versés.

3. En espèces.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Différents postes de dépenses des administrations publiques

en milliards d'euros

	2013 (r)	2014		2013 (r)	2014
Dépenses de fonctionnement	393,2	399,0	Prestations et autres transferts	677,6	700,0
Consommations intermédiaires	109,9	110,1	Prestations sociales ¹	420,3	429,8
Rémunération des salariés	273,1	278,2	Transferts sociaux en nature ²	124,6	128,0
dont cotisations sociales imputées	42,0	42,4	Subventions	36,4	47,3
Impôts sur la production	10,0	10,4	Transferts courants	74,8	72,5
Revenus de la propriété autres que les intérêts	0,1	0,1	Transferts en capital	21,4	22,4
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	0,1	0,1	Acquisitions nettes d'actifs non financiers ³	88,4	81,7
Intérêts	47,9	46,1	Total des dépenses	1 207,1	1 226,7

1. Autres que transferts sociaux en nature.

2. Transferts de biens et services marchands.

3. Dont FBCF : 78,6 milliards d'euros en 2014.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Répartition par mission des crédits du budget général

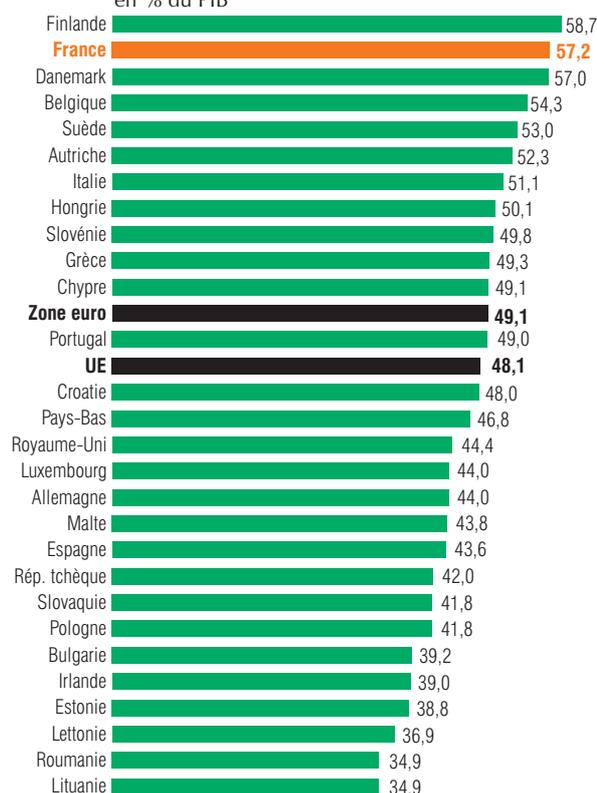
en milliards d'euros

	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	2015	2016	2015	2016
Action extérieure de l'État	3,1	3,1	3,0	3,2
Admin. générale et territoriale de l'État	2,7	2,5	2,8	2,5
Agriculture, alime., forêt et aff. rurales	3,1	2,8	2,9	2,7
Aide publique au développement	2,5	2,1	2,8	2,6
Anciens combattants, mémoire, liens avec la nation	2,8	2,6	2,7	2,6
Culture	2,6	2,8	2,6	2,7
Défense	46,6	45,4	36,9	39,6
Direction de l'action du Gouvernement	1,3	1,5	1,2	1,3
Écologie, dév. et mobilité durables	7,9	7,2	7,3	7,1
Égalité des territoires et logement	13,7	18,2	13,4	17,9
Engagements financiers de l'État	46,6	45,1	45,2	45,2
Enseignement scolaire	66,3	67,0	66,4	67,1
Gestion des finances publiques et ress. humaines	11,4	11,0	11,3	10,9
Justice	9,2	8,3	7,9	8,0
Outre-mer	2,1	2,1	2,1	2,1
Recherche et enseignement supérieur	25,8	26,0	26,0	25,9
Régimes sociaux et de retraite	6,4	6,3	6,4	6,3
Relations avec les collectivités territoriales	2,7	3,8	2,7	3,0
Remboursements et dégrèvements	99,3	100,2	99,3	100,2
Santé	1,2	1,3	1,2	1,3
Sécurité	18,2	18,5	18,2	18,4
Solidarité, insertion et égalité des chances	15,8	18,2	15,8	18,3
Travail et emploi	11,5	11,3	11,3	11,4
Autres missions	7,8	6,5	6,2	6,0
Totaux	410,6	413,6	395,6	406,3

Sources : projets de loi de finances, états B.

Dépenses des administrations publiques au sein de l'UE en 2014

en % du PIB



Source : Eurostat.